

M. KILVERT: J'accepte l'explication et je vais lire un extrait d'une grande autorité en pareille matière pour établir que les classes industrielles produisent la richesse plus rapidement que la classe des agriculteurs. Walker, sur la science de la richesse dit :

"Il est hors de doute, que, toutes choses égales d'ailleurs, l'on trouvera plus de richesse accumulée dans un centre manufacturier. L'une des raisons, c'est qu'une plus grande partie de la population prend part à la production et qu'un plus fort capital est requis. Les femmes et les enfants, qui ne peuvent gagner que très-peu par le travail des champs, gagnent beaucoup plus dans les manufactures. C'est là un des résultats les plus frappants de la division du travail, comme nous l'avons déjà démontré. Comme l'on se livre ici au travail des champs, les femmes et les enfants font peu, quoiqu'ils fassent beaucoup sur le continent européen. Les travaux de l'agriculture en outre, ne peuvent se poursuivre que durant une partie de l'année. La manufacture, été comme hiver, qu'il fasse chaud ou froid, beau ou mauvais, n'arrête jamais, ce qui constitue une énorme différence."

Je maintiens donc que le gouvernement doit favoriser une politique qui donnera de l'emploi aux classes industrielles et je crois que ce tarif aura cet effet. En outre, la nouvelle politique fiscale est l'entier accomplissement des promesses faites par les chefs et les membres du parti conservateur au pays, lors des dernières élections. Je tiens, dans ma main, une lettre d'un monsieur dont les intérêts sont fortement engagés dans les manufactures, qui est électeur et partisan de l'honorable membre de Wentworth-Nord (M. Bain), dans laquelle il dit :

"Je dois ajouter qu'en ce qui regarde le tarif ou la politique nationale, ou tout autre nom qu'on lui appliquera, le gouvernement a prouvé qu'il n'avait pas obtenu le pouvoir sous de faux prétextes, et que tout canadien qui a du cœur devrait, ce me semble, aider sincèrement le gouvernement à consommer son œuvre. Aussi je réproouve cette abominable tactique d'insurger les classes agricoles et manufacturières ainsi que les provinces, les unes contre les autres; c'est raviver sous une autre forme, les animosités qui ont tenu pendant plusieurs années le Haut et le Bas-Canada dans un état continu d'agitation. Et, bien que je vous aie combattu à la dernière élection, je vous donne à vous et à vos amis, crédit pour votre bonne foi et je ferai tout en mon pouvoir pour que l'on fasse un loyal essai de la politique nationale."

Je veux signaler quelques traits de ce tarif, l'un desquels est le système des re-

M. KILVERT.

mes. Nous avons, à Hamilton des manufactures qui fabriquent pour presque tous les marchés du monde. Quelques-unes de nos manufactures de moulins à coudre envoient leur marchandise au Japon, en Turquie, dans l'Amérique du Sud et différents autres endroits de l'Europe. Or, ce tarif leur aidera à faire la compétition, avec nos voisins de l'autre côté des lignes, sur les marchés étrangers avec plus de chance de réussite que par le passé. Un autre trait qui doit attirer l'attention de cette Chambre est le règlement adopté pour s'assurer correctement des évaluations. Ce système aurait dû être suivi depuis longtemps. S'il eut été mis rigidelement en force, la pratique de vendre au rabais n'eut pas pris d'aussi grandes proportions. L'an dernier, s'il eut été en vigueur, le département des douanes aurait reçu \$2,000,000 ou \$3,000,000, de plus. Je crois que l'ensemble du tarif satisfait le pays et sous ce nouvel ordre de chose, le Canada va atteindre un degré de prospérité qu'il n'a encore jamais eu. Et la politique nationale au lieu de semer la division, comme se sont plu à nous l'annoncer les honorables messieurs de l'opposition, aura pour effet de resserrer les liens qui nous unissent à la mère-patrie et nous continuerons comme aujourd'hui, à être la première des colonies de l'empire.

M. BÉCHARD: En terminant l'autre jour son discours par lequel il présentait les résolutions du tarif, l'honorable ministre des finances demandait à la Chambre de dire si, oui ou non, les membres de la nouvelle administration avaient rempli les promesses qui ont été faites au pays.

Je pense que nous pouvons leur rendre ce témoignage, en autant, du moins, qu'ils avaient promis au peuple que, s'il les ramenait au pouvoir, ils lui donneraient un tarif protecteur.

Il me semble que la question que nous avons maintenant à examiner est celle de savoir si ce tarif va, comme un remède efficace, faire disparaître la dépression et rétablir la prospérité dans toutes les classes de la population.

Laissez-moi dire de suite, que je n'ai aucune confiance dans l'influence des tarifs comme agents dispensateurs de la richesse; et je considère qu'en essayant de régler par la législation les conditions